

Theresa May repousse le vote sur le Brexit sine die

ROYAUME-UNI La Première ministre veut rouvrir le dialogue avec les 27

► La Première ministre s'est résolue à annuler le vote à la Chambre des Communes prévu mardi.
► Sa décision a provoqué la fureur des députés et entraîné une chute de la livre sterling.

Entre les députés et Theresa May, les relations étaient très tendues depuis plusieurs mois déjà. Mais, lundi après-midi, l'acrimonie des élus de la Chambre des Communes à l'égard de la cheffe de l'exécutif a atteint un nouveau seuil historique.

Car le « vote significatif » sur l'accord sur le Brexit – qui avait été arraché de haute lutte à l'exécutif par les Communes – n'aura finalement pas lieu mardi comme prévu et nul ne sait à quelle date les membres de la chambre basse du Parlement pourront

se prononcer sur les conditions de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne prévu le 29 mars prochain.

Cette manœuvre dilatoire vise à épargner une défaite cinglante à Theresa May. La Première ministre la reconnait mais, face aux députés furieux, la leader conservatrice a tenté de jouer la carte de la concertation. Etant donné la « profonde inquiétude » suscitée par le « filet de sécurité irlandaise » – qui prévoit le maintien du Royaume-Uni au sein de l'union douanière européenne en cas d'échec des négociations sur un nouvel accord commercial avec l'UE, la Première ministre a décidé de rouvrir cette semaine le dialogue avec les Vingt-Sept.

Il ne s'agit pas d'une renégociation, a assuré Theresa May, puisqu'une modification de l'accord est inenvisageable. Le « backstop » irlandais, a-t-elle encore rappelé, est incontournable. En revanche, la cheffe de file du gouvernement entend donner une « légitimité démocratique » à l'assurance réclamée par l'UE pour éviter le retour d'une

frontière en dur entre les deux Irlande. Comment ? En permettant à la Chambre des Communes de « faire contrepoids face au gouvernement pour s'assurer que l'assurance irlandaise ne reste pas en place de manière indéfinie », a expliqué Theresa May.

Les vagues promesses de la Première ministre ont provoqué les sarcasmes des députés et un torrent de critiques très violentes. « Ce que le gouvernement a fait aujourd'hui est honteux, s'est emporté le député conservateur Mark François. (...) Les députés voulaient voter, les gens attendaient notre vote et le gouvernement s'est dérobé et il allait se cacher dans les toilettes. » « Ça n'est pas un bon jour ni pour le parti conservateur, ni pour le Royaume-Uni. Nous nous sommes ridiculisés sur la scène internationale », a déploré pour sa part l'ultra-Brexitier Jacob Rees-Mogg.

Aucune date annoncée

Les élus de la Chambre des Communes sont d'autant plus furieux que

la leader de l'exécutif n'a pas indiqué la date à laquelle elle comptait soumettre finalement l'accord sur le Brexit au Parlement. Sous le feu des questions insistantes des députés, Theresa May a laissé entendre que le vote interviendrait avant le 21 janvier prochain. « C'est complètement irresponsable, a réagi la travailliste Yvette Cooper. (...) La Première ministre doit immédiatement écarter la possibilité d'une sortie sans accord. Autrement, tous les ministères et toutes les entreprises qui font du commerce vont passer les deux prochains mois à concentrer tous leurs efforts à la préparation d'un no deal. »

Loin d'éloigner la menace d'une sortie sans accord, lundi, Theresa May a de nouveau agité cette épée de Damoclès. « Pendant que nous échouons à nous mettre d'accord, le risque d'une sortie sans accord accidentelle augmente », a déclaré la Première ministre face aux députés. Avant d'ajouter : « Le gouvernement va intensifier son travail de préparation à une sortie sans accord ».

À l'extérieur du Palais de Westminster, la nouvelle du report du vote a provoqué un vent de panique au sein des milieux économiques. Carolyn Fairbairn, la directrice de la principale organisation patronale du pays, s'est désolée du « nouveau coup porté aux entreprises qui désespèrent d'obtenir davantage de clarté » sur le Brexit.

Sur les marchés financiers, les sables mouvants du Brexit ont également entraîné une chute de la livre sterling. La devise britannique a atteint lundi son plus bas niveau face au dollar depuis 18 mois. Elle a également chuté

d'1,34 % face à l'euro. La mini-tournée des capitales européennes qu'entame mardi Theresa May ne changera probablement rien à la perception que le Royaume-Uni s'enfoncé dans une crise d'ampleur historique. ■

AMANDINE ALEXANDRE

RÉACTION

L'UE : renégocier, non ; faciliter, oui

Pas question de rouvrir la négociation, avait répété lundi midi la Commission européenne. Et officiellement, la réponse était la même après la déclaration de Theresa May aux Communes, où elle a indiqué vouloir obtenir des « réassurances » sur le « filet de sécurité » irlandais. Mais en fin de journée, le président du Conseil européen Donald Tusk annonçait sur Twitter qu'il convoquait un sommet spécial à 27, afin d'envisager « comment faciliter la ratification de l'accord ». Non sans préciser qu'il n'était pas question de le « renégocier ». C'est nuancé, mais on ne niera pas que Theresa May a visiblement arraché une ouverture... Le président du Conseil européen compte par ailleurs exploiter le sommet à 27 afin de préparer le scénario du « no deal », qui a forcé pris un peu plus corps suite au report du vote britannique...

Avant l'annonce de ce report, prévu ce mardi, un autre élément neuf était intervenu en matinée : un arrêt de la Cour de justice de l'UE. Celle-ci a statué que si le Royaume-Uni a décidé unilatéralement de se retirer de l'UE, il peut tout aussi unilatéralement révoquer sa décision du moment qu'il le fait avant l'échéance prévue des deux ans courant depuis la notification formelle du Brexit. C'est un sérieux camouflet infligé par la CJUE à la Commission européenne et au Conseil européen (les États membres), qui considéraient que les 27 autres États membres devraient donner leur assentiment à une éventuelle révocation de la décision du Brexit.

J.KZ